

6 octobre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion du dîner offert par le Président de la République argentine et Mme Raul Alfonsin, notamment sur les relations entre l'Argentine et la France, ainsi que sur la dette extérieure des pays en voie de développement, Buenos Aires, mardi 6 octobre 1987.

Monsieur le Président,

- Madame,

- Je vous ai dit, tout à l'heure, la joie et l'émotion qui étaient les miennes en posant le pied sur le sol argentin. Permettez-moi ce soir, devant les hôtes de marque que vous avez réunis, de vous renouveler en mon nom, au nom de ma femme et des personnes qui m'accompagnent, mes remerciements.

- Votre invitation me permet d'exaucer un vœu déjà ancien, celui de mieux connaître votre pays auquel depuis les années de ma jeunesse, mes lectures, mes études, les propos de mes amis argentins et français m'ont souvent fait rêver. A travers la personne du Président de la République, c'est la France que vous avez voulu honorer. Nous célébrons une amitié ancienne et forte qui ne repose pas seulement sur une communauté de culture et de valeurs mais aussi sur l'échange intense des hommes depuis près de deux siècles.

- Tandis que le Concorde descendait vers le Rio de la Plata, je songeais à tous mes compatriotes, illustres ou anonymes, mais également fascinés par la révélation d'un pays neuf qui m'avaient précédé sur ce chemin. Aventuriers et navigateurs, poussés par le goût de la découverte, dès le 18^{ème} siècle et savants, commerçants, armateurs, ensuite, mêlés aux combats de votre indépendance et humbles paysans pourvus de leur seul courage et venus par milliers chercher ici une terre promise. Chacun d'eux, à sa manière, a concouru à tisser le lien singulier qui unit l'Argentine à la France et qui fait que rien de ce qui advient chez vous ne nous est indifférent. Forts de cette intime connaissance, nous n'avons jamais désespéré de l'Argentine et de son peuple. Nous savions que dans l'ombre, luttaient des hommes courageux, que pour un qui ployait sous les tortures, d'autres se levaient animés de la même volonté de refuser l'oppression.

- Nous avons aussi en France connu des heures sombres, où les esprits libres étaient pourchassés, où la résistance aux forces hostiles était assimilée à un crime. C'est pourquoi, lorsque le 10 décembre 1983, l'Argentine retrouva les voies de la liberté, le peuple de France accueillit la nouvelle avec la même allégresse que quarante ans plus tôt le peuple argentin avait fêté l'annonce de la libération de Paris.

- Aujourd'hui la page est tournée. L'Argentine a choisi de regarder vers l'avenir. Depuis près de quatre ans, monsieur le Président, votre rigoureuse fidélité à l'idéal d'une démocratie fondée sur la justice et la réconciliation, votre inlassable activité pour que progressent la paix et la solidarité entre les nations ont rendu à l'Argentine son prestige et son rang dans le monde.

J'ai suivi avec sympathie votre action, conscient de l'ampleur de la tâche qui vous incombait. Je

- J'ai suivi avec sympathie votre action, conscient de l'ampleur de la tâche qui vous incombait. Je vous ai assuré et je vous assure de ma compréhension et de notre solidarité active. Dans nos rencontres, à Paris comme ici-même, j'ai trouvé en vous un observateur attentif et passionné de la vie internationale. Cette confiance qui s'est établie entre nous est tout entière au service de nos deux pays. C'est un gage de leur amitié et de leur rapprochement.

- Quelle est aujourd'hui la manière la plus efficace pour la France de montrer sa solidarité active envers la démocratie argentine ? D'abord, je le crois, de dire hautement que nous croyons en l'avenir d'un pays riche d'intelligence et d'énergie, qui abonde en espaces et en ressources, qui a prouvé, dans un passé pas si lointain, qu'il pouvait se situer au premier rang du dynamisme et de la prospérité, et qui a les moyens de retrouver demain une place de choix.

L'environnement international n'est pas des plus propices - c'est une formule presque trop positive - à la mise en oeuvre de la stratégie de développement que réclame votre pays, comme bien d'autres qui ont connu des situations analogues. Je vous ai entendu à l'instant et chacun de vos arguments mérite réflexion, plus encore, mérite décision. Faute d'une augmentation de la croissance dans les pays industriels, d'un relâchement sur les taux d'intérêt, d'un apaisement des tendances protectionnistes, les efforts d'assainissement financier des pays endettés avec les sacrifices qu'ils imposent aux populations ne suffiront pas à régler les problèmes. Les rapports des organismes internationaux le démontrent à l'envi, la valeur unitaire des exportations latino-américaines n'a cessé de baisser, l'investissement est inférieur à ce qu'il était dans les années 70 `1970`, le coût social des politiques d'austérité est plus élevé que prévu et pèse lourdement sur les conditions de vie, de santé, d'éducation de la population et en particulier, assurément, de ses couches les moins favorisées.

- Monsieur le Président, vous avez bien voulu me citer. Je ne suis qu'une voix parmi d'autres, mais c'est vrai que je ne cesse de le répéter depuis des années, comme je l'ai fait récemment avec les autres responsables de la France, au Sommet des Pays industrialisés de Venise, devant la Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement `CNUCED` à Genève et devant les Nations unies : il ne faut pas que l'obligation légitime, pour les pays endettés, de faire face à leurs échéances annihile leur capacité de développement et le bien-être qu'en attend leur population. Sinon tout le monde y perdra : les débiteurs qui seront confrontés à des tensions sociales et politiques qui les déstabiliseront, les pays créanciers qui verront se contracter leurs possibilités d'exportation, les banques qui perdront tout espoir de récupérer leurs créances, le monde qui perdra une chance d'équilibre.

- Notre coopération bilatérale a pris un nouvel élan depuis quatre ans. La création de la commission générale franco-argentine, placée sous la co-présidence des deux ministres des affaires étrangères en a été un élément actif. Mon souhait est que nous progressions encore et que nos projets communs prennent forme. Soyez assurés que les industriels et les hommes d'affaires français dont certains se trouvent parmi nous ce soir sont disposés, aujourd'hui comme hier, à apporter à l'Argentine leur savoir-faire, leur compétence, pour participer, dans un esprit de coopération, aux projets de développement et de modernisation de votre pays dans tous les domaines, qu'il s'agisse d'énergie, de génie civil, de télécommunication ou bien d'électronique. Vous connaissez, monsieur le Président, la part que, depuis plus de trente ans, la France a prise dans le rétablissement de l'unité de l'Europe, l'Europe meurtrie par les guerres et par les divisions. Cette oeuvre était nécessaire, elle restera comme un acte majeur de l'histoire du siècle. Mais, comme vous le savez, nous n'avons jamais voulu d'une Europe frileusement repliée sur elle-même, oubliant ou reniant tout ce qui l'unit au reste du monde.

- Plus que tout autre pays de l'Amérique latine, l'Argentine, par sa population, son économie, sa culture, son mode de vie, est proche de l'Europe. Quelle que soit la difficulté de certaines négociations financières ou commerciales, les pays européens recherchent un accord avec votre pays, qu'ils sont généralement parvenus à trouver. Vous savez que l'Europe s'est engagée à participer à un effort international progressif et équilibré en faveur des aides à l'agriculture et que la Communauté européenne a réalisé ces dernières années et poursuivra une réforme profonde de la politique agricole commune.

- Ce n'est pas un hasard si la Communauté européenne est à la fois votre premier client et votre

premier fournisseur et ce n'est pas non plus un hasard si la possibilité s'ouvre pour votre pays de prendre part au programme Eurêka sur les hautes technologies. La France, pour sa part, y est très favorable. L'intégration européenne, avec, en particulier, l'objectif en 1992 d'un marché unique, ne se fait pas, ne se fera pas - j'ajoute, ne doit pas se faire - au détriment de l'Argentine. - Placées où elles sont, la France et l'Argentine ont une vocation naturelle à renouer le fil d'un vrai dialogue entre le vieux continent qui se construit en refusant le déclin, et le nouveau monde dont les besoins et les virtualités sont immenses, mais qui vit l'épreuve, monsieur le Président, que vous avez décrite. Nous sommes issus d'une même matrice culturelle, nos modes de pensée, nos coutumes, nos systèmes politiques, notre droit en témoignent. La francophonie et le monde hispanophone ont un intérêt commun évident au maintien du pluralisme culturel qui reste la meilleure sauvegarde de nos identités respectives.\

Dans les affaires internationales, je ne vois rien qui nous oppose. Nous militons également en faveur d'un monde pacifique et solidaire, nous préconisons le règlement négocié des conflits et nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous saluons et nous soutenons tout ce qui va dans le sens d'un apaisement des tensions. Ainsi la France a, par ma voix, marqué sa satisfaction devant l'annonce d'un prochain accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique sur l'élimination de forces nucléaires intermédiaires. Elle demande aux deux plus grandes puissances détentrices chacune de plus de 10000 têtes ou charges nucléaires de s'entendre maintenant sur une réduction sensible de leurs arsenaux stratégiques. Elle souhaite que l'on progresse dans la voie de l'interdiction complète des armes chimiques et de la stabilité, j'ajouterai, de l'équilibre des forces conventionnelles en Europe.\

En Amérique centrale, nous nous réjouissons de l'accord conclu entre les Présidents des Etats de la région à Guatemala. Il constitue l'aboutissement des efforts entrepris par le groupe de Contadora et par le groupe d'appui, dans lequel l'Argentine a joué un rôle éminent, et par le Président du Costa Rica `Oscar Arias Sanchez` qui était venu à Paris me présenter son plan de paix. Bien des obstacles sur cette voie restent à surmonter. Mais, pour la première fois, une méthode a été dégagée, sur la base des principes que la France a toujours défendus : négociation, dialogue entre les parties, respect de la souveraineté de chacun, non ingérence, en somme refus du recours à la force. Il appartient aux intéressés désormais de tout faire pour ne pas gâcher cette occasion historique.

- Vous connaissez la position de la France sur la question des Iles Malouines. Il n'existe pas de solution, selon nous, en dehors de la négociation, de la discussion, d'une négociation sans interdit ni exclusive. La France a approuvé aux Nations unies la résolution argentine, appelant les deux parties à cette négociation. Elle n'a pas de raison de modifier sa position, dès lors que la question se pose ou se posera dans les mêmes termes.\

Je ne saurais conclure autrement, monsieur le Président, qu'en souhaitant à l'Argentine un avenir de paix, de liberté, de prospérité auquel son peuple aspire. Je rejoindrai par là, l'hommage que Jean Jaures rendait à votre pays lorsqu'il y fut invité au début de ce siècle, en 1911, au lendemain des fêtes du centenaire de la Nation argentine. Se référant avec admiration aux héros de votre histoire, il notait que les Argentins ont été les poètes de l'Amérique latine. "C'est Andrade observait-il, dans une de ses conférences, qui a exalté la force de l'Amérique, et qui a chanté le jour où les peuples de l'Europe atteindront "l'autel des Andes" pour y déposer leurs épées et leurs boucliers et y proclamer l'union de tous les peuples et de toutes les races". C'est de cet espoir que les hommes vivent aux quatre points du monde.

- J'ajoute à ce qui a été écrit - que je viens à l'instant de vous lire - les mots que m'inspirent, monsieur le Président, non seulement votre discours, mais l'accent de ce discours. Vous avez raison de dire que la démocratie ou liberté, développement ou bien-être, sont liés. Nous pouvons avoir, en raison de nos situations différentes, des approches différentes. Nous devons avoir le même objectif. Et je puis vous assurer que ce raisonnement ou cette logique qui résulte de la connaissance de l'histoire, je la partage entièrement, et j'entends prendre part, au nom de mon pays, à tout projet qui permettra de répondre pour une part aux questions que vous avez posées. - Il me reste, monsieur le Président, madame, mesdames et messieurs, à mon tour, à lever mon

verre à votre santé. A la santé des êtres qui vous sont chers à vous toutes, à vous tous, mesdames et messieurs, à la santé, à la prospérité retrouvée, à l'espoir enfin, à la vie du peuple argentin, à l'amitié entre l'Argentine et la France, à la démocratie pour toujours.\